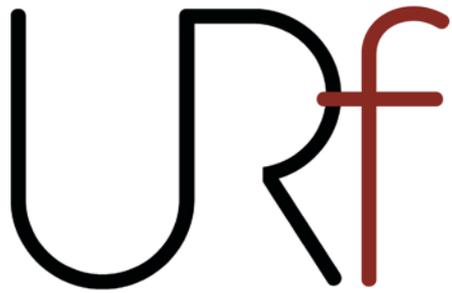


PROTECTING DEVELOPMENT GAINS

The power of risk pooling and the G7's InsuResilience
initiative

Wednesday, November 18, 2015
African Union – Addis Ababa, Ethiopia





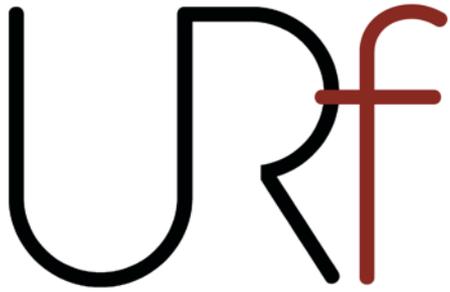
*ARC, a cornerstone for building resilience
to natural disasters in Africa*

M. Mohamed Beavogui
Director General, African Risk Capacity



URf





*The role of sovereign disaster risk
management in the growth of Africa*

Mme. Zamilatou Cisse Sidibe

Permanent Secretary, Ministry of Economy and
Finance of Mali





Understanding Risk & Finance Conférence:

Le rôle de la gestion souveraine des risques des catastrophe dans la croissance de l'Afrique

Addis-ababa 18 Novembre 2015

**Mme Sidibé Zamilatou Cissé,
Secrétaire Général du Ministère de
l'Économie et des Finances du Mali**

Contexte

- **La croissance économique (PIB) au Mali** (4,4% par an en moyenne, moins de 2% par habitant).
- 49% de la population vivait sous le seuil de pauvreté internationale (1,25 dollar par jour). **90% des pauvres vivent en milieu rural**
- D'une année à l'autre, **les fluctuations du PIB sont importantes.** Parmi les facteurs explicatifs de cette volatilité : la dépendance à l'agriculture non-irriguée, la faible diversification des exportations (or et coton), la dépendance à ces produits qui expose le pays aux variations des cours des produits de base, les risques liés au climat et à la dépendance aux donateurs.
- **La structure du PIB est restée relativement stable** depuis 1990.
- **L'agriculture représente 40% du PIB**
- L'agriculture occupe 80% de la population active. Ce secteur procure à l'économie **30% des recettes d'exportation**

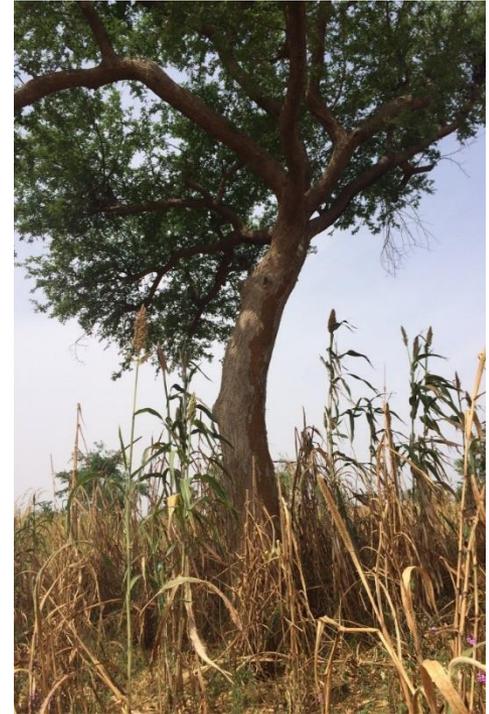
Vulnérabilité du secteur agricole

- Climat de type soudano-sahélien caractérisé par une température élevée, une saison humide courte de 4 à 5 mois et une longue saison sèche
- Rendements faibles et liés aux variations climatiques
- Sur les 43,7 millions d'hectares utilisables pour l'agriculture et l'élevage, seuls 7 millions d'ha soit 4,5 % sont cultivés dont moins de 300 000 ha soit 4% bénéficient d'autres sources d'irrigation que l'eau de pluies

Risques de catastrophe

Le Mali a connu au cours des 50 dernières années, trois grandes sécheresses : en 1973, 1984 et 2004.

- Pratiquement chaque année, apparaissent au Mali des poches de sécheresse ou d'inondations dans des zones isolées du pays. Leur prise en charge se fait à travers la stratégie nationale mise en place à cet effet qui comporte plusieurs instruments et plusieurs niveaux d'intervention.
- Au-delà de ces aléas, il y a également de façon cyclique des sécheresses de grande ampleur qui impactent fortement la croissance et dont la prise en charge est plus problématique, impliquant généralement des donateurs extérieurs.



Consequences des secheresses

Le Mali a connu au cours des 50 dernières années, trois grandes sécheresses : en 1973, 1984 et 2004.

Pour les ménages ruraux, **les mauvaises récoltes** constituent le choc le plus important (c'est le principal piège de la pauvreté)

- Cause principale de **l'insécurité alimentaire transitoire**
- Facteur de la **volatilité du PIB au Mali** dont la richesse économique est fortement dépendante de l'agriculture
- Au total, l'impact global des catastrophes naturelles sur le PIB du Mali varie entre 1% et 4% du PIB selon la sévérité de la catastrophe.
- Impact majeur sur le **budget de l'Etat**
- Accroissement du prix des denrées alimentaires
- Au niveau individuel, **les risques diffèrent pour les hommes et les femmes**
- Source principale des **perturbations** de la chaîne d'approvisionnement agricole et des **défaillances** de la chaîne des produits de base



Mécanisme de réponse

- La stratégie nationale repose sur le dispositif d'alerte précoce, l'alimentation de banques de céréales et la constitution de stocks de sécurité. Il couvre les aspects suivants:
 - ligne budgétaire pour les filets sociaux pour financer les actions humanitaires affectés par les catastrophes
 - ligne budgétaire pour l'achat de céréales pour la constitution du stock de sécurité alimentaire destiné à la distribution gratuite dans les zones de sévérité alimentaire, la vente de céréale à prix modéré et la vente d'intervention pour éviter la hausse des prix
 - programme de transfert monétaire aux populations vulnérables

Difficultés du dispositif de riposte à la sécurité alimentaire

- Insuffisance du budget alloué à la sécurité alimentaire en cas de grave crise
- Réaménagement fréquent du budget (nécessité d'approbation du budget par l'Assemblée Nationale) chaque fois qu'il y a une catastrophe et mauvaise campagne agricole pour faire face à la crise alimentaire
- Mise en œuvre tardive du système d'achat et de distribution alimentaire
- Dépendance à l'aide publique au développement

Expérience du Mali avec l'ARC

- L'ARC vient s'insérer dans le dispositif en offrant un volet financier important et rapide à la prise en charge des catastrophes de grande ampleur pour lesquels le dispositif national en place est lent.
- La prime d'assurance pour cette couverture sécheresse ARC a été évaluée à environ 1,4 milliard de FCFA.

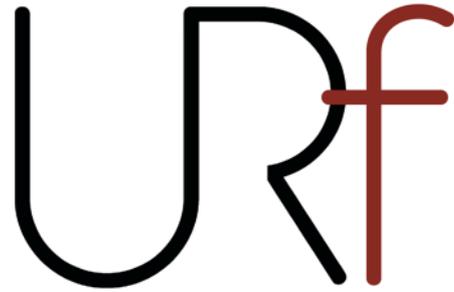
Plan de Contingence ARC ave le Mali

- Le Mali dispose aujourd'hui d'un Plan de Contingence ARC qui cible les activités de réponses selon une priorité prédéfinie. En cas de choc, ce plan classe les interventions de la façon suivante :
 - **Les Distributions Alimentaires gratuites** immédiatement dans les trois mois qui suivent au lieu d'attendre la soudure (juin à septembre de l'année suivante)
 - **Achat et distribution d'aliment bétail aux ménages vulnérables.** Il s'agit d'une intervention d'urgence. Cette action consiste à fournir de l'aliment bétail aux ménages et selon ses besoins, **chaque ménage bénéficiaire recevra 27 kg/mois pour une période de trois (03) mois allant d'avril à juillet**
 - **Transfert monétaire par l'Etat :** le transfert monétaire consiste à donner une certaine somme aux ménages dans le besoins afin que ceux-ci puissent acheter les vivres pour assurer leur sécurité alimentaire. L'activité est mise en œuvre dans les zones ou le marché fonctionne. Chaque personne bénéficiaire va recevoir une somme de 14.04 USD pour acquérir l'équivalent de 9 kg de céréales par mois pendant une période de trois mois.

Perspectives pour renforcer la résilience des populations

Il s'agit de poursuivre les actions de moyen et long terme déjà en cours visant à:

- Intensifier les investissements nécessaires à la sécurisation des systèmes de production notamment à travers l'aménagement des terres et la maîtrise de l'irrigation,
- accroître l'efficacité de la subvention des intrants agricoles,
- Poursuivre la politique de mécanisation agricole .



PROTECTING DEVELOPMENT GAINS

The power of risk pooling and the G7's InsuResilience
initiative

Wednesday, November 18, 2015
African Union – Addis Ababa, Ethiopia

